



Synthèse

Plus d'emploi, moins de carbone

Stratégie régionale des transitions
économique et sociale

2023-2027

-
- Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP)
 - Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII)
 - Schéma régional de l'enseignement supérieur et de la recherche (SRESR)



Loïc Chesnais-Girard,
Président de la Région Bretagne
Prezidant Rannvro Breizh
Perzident de la Rejion Bertègn

ÉDITO

La stratégie régionale des transitions économique et sociale (SRTES) peut se résumer par : plus d'emploi moins de carbone.

Parce que nous pensons qu'il faut plus d'emplois, et de meilleurs emplois, pour créer plus de valeur et qu'il nous faut plus de création de valeur pour financer les transitions sociale et environnementale. C'est une approche innovante, par la concertation que nous avons menée pour la concevoir et par le décloisonnement des approches, porter la même stratégie en matière de développement économique et de formation professionnelle, de recherche et d'innovation.

Elle pose des enjeux très concrets. Comment nous proposons des formations nouvelles ? Comment on accompagne la transformation nécessaire des entreprises pour faire face au choc des transitions et de l'adaptation ?

Répondre à ces questions aujourd'hui c'est aussi préparer la Bretagne qui vient, c'est accompagner les transitions nécessaires et c'est faire de la Bretagne une région solidaire où tout le monde aura sa place. C'est toute l'ambition de cette stratégie.

PENNAD-STUR

Evit komz berr-ha-berr eus strategiezh treuzkemmoù ekonomikel ha sokial ar Rannvro (STESR) e c'haller lavaret : muioc'h a implijoù ha nebeutoc'h a garbon. Abalamour ma soñj deomp eo ret kaout muioc'h a implijoù, hag implijoù gwelloc'h, evit krouiñ muioc'h a dalvoudegezh evit arc'hantaouiñ an treuzkemmoù sokial ha war dachenn an endro. Un doare nevez d'ober war-dro an traoù eo pa'z eo bet savet diwar ar c'hendivizoù kaset da benn ganeomp, diwar ur mod da labourat a-stroll etre ar servijoù, an holl o kas ar memes strategiezh war-raok a-fet diorren ekonomikel ha stummañ micherel, enklaskoù ha neveziziñ.

Dalc'hoù resis-tre a zeu war wel da neuze. Penaos e vo kinniget stummadurioù nevez ganeomp ? Penaos sikour an embregerezhioù d'ober ar c'hemmoù ret evit talañ ouzh an diaezamantoù bras liammet ouzh ar c'hemmoù, hag evit en em ober diouto ?

Respont d'ar goulennoù-se bremañ zo ivez prientiñ Breizh da zont, sikour an treuzkemmoù ret ha lakaat Breizh da vezañ ur rannvro pouezus ar genskoazell enni ha lec'h ma vo roet o flas d'an holl.

Setu aze ar pezh a vennomp ober gant ar strategiezh-mañ.

MÉTR-ARTICL

Pour dire vif, l'estratejije rejionale des pâssaijes economiqe e sociao (ERPES/SRTES) c'êt don : pus fôt d'empllais e ben meins de qèrbone.

Raport qe j'ons den l'idée qe n'i a afère de pus fôt d'empllais, e des meillous d'empllais, a sour fin d'oriner pus fôt de valantous e q'i nous faot pus fôt d'orinézon de valantous pour elijer les pâssaijes sociaos e de l'entour. Êt ene aperche nouvante, o les entr-caozeries qe je menimes pour l'amarer e o le débarrement des aperches, mener la même estratejije pour c'qe n-i a de la parchomance economiqe e de la formézon de métier, de l'encercherie e de la nouviaoizon. L'aperche-la, ole a q'ole abute des ajeûs vra concrets.

Coment qe nen perpoze de nouvelles formézons ? Coment qe nen done la main és enterprinzes pour q'i se raféçoneraent pour repondr a la tocée qe sont les pâssaijes e l'atrèrement ?

Repondr és qhèssions-la anet, c'êt etout mettr d'après la Bertègn a viendr, c'êt apoûyer les pâssaijes qe n'i a afere c'êt qe la Bertègn pàsse rejion entr-partaijouze eyou qe chaqe jiet ara son cavè.

Vene-la tout le cai qe l'estratejije-la a devocion de fére.

UNE AMBITION PARTAGÉE

EN BRETAGNE,
CELLE D'UN DÉVELOPPEMENT
DURABLE



La Région agit pour réussir collectivement les transitions

Pour mener à bien le développement durable de la Bretagne et faire face à « l'accélération » des crises économique, sociale et écologique, la Région Bretagne a choisi de se doter d'une feuille de route ambitieuse : sa Stratégie régionale des transitions économique et sociale (SRTES).

Au terme d'un travail de près d'un an, et grâce à une véritable co-construction aboutie avec l'ensemble des partenaires sociaux et « forces vives » bretonnes (entreprises, collectivités), les élu·e·s du Conseil régional ont adopté cette stratégie globale, dans le prolongement de la Breizh COP, qui planifie et coordonne les transitions qui s'imposent : activer les transformations climatiques et écologiques de l'économie, renforcer la souveraineté de la Bretagne, et conforter la cohésion et l'inclusion sociales.

former les jeunes et transformer à la fois les acteurs économiques et les initiatives publiques. En résumé : « plus d'emploi et moins de carbone ».

Une stratégie d'avenir

La SRTES s'inscrit dans une vision prospective, résolument tournée vers l'avenir, mais elle s'ancre dans le présent et la prise en compte des réalités sociétales.

Un document unique pour trois schémas d'avenir

CPRDFOP (contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles), SRDEII (schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation) et SRESR (schéma régional de l'enseignement supérieur et de la recherche) : la SRTES intègre désormais ces trois « plans » prévus par la loi en un document unique, innovant, et plus simple à appréhender. Tout en fixant clairement les priorités des politiques publiques, la SRTES révèle aussi une vision partagée et les chantiers à caractère opérationnel à mener pour le CPRDFOP, le SRDEII et le SRESR.

Une même direction publique/privée

La SRTES vise à concentrer l'action et l'énergie collectives. Elle s'appuie ainsi sur la collaboration des instances de l'enseignement et de la formation, les collectivités territoriales et les entreprises autour d'un nombre restreint d'objectifs : adapter les compétences,



Retour sur le travail de co-construction

D'avril 2022 (phase de diagnostic) à avril 2023 (formalisation de la stratégie), élu-e-s du Conseil régional, syndicats, CESER, branches professionnelles, collectivités, acteurs de l'ESS, acteurs de la conférence régionale de l'égalité, État, autorités académiques, acteurs de l'innovation et l'enseignement supérieur... ont tous été associés à la co-construction et à l'aboutissement de la SRTES. Une première pour une région, réalisée dans un dialogue inédit et réussi. Des groupes de travail techniques se sont notamment réunis entre septembre et novembre 2022 pour affiner les

orientations et définir les chantiers prioritaires. Puis la stratégie et les propositions de gouvernance ont été formalisées entre décembre 2022 et avril 2023.

→ **Plus de 150 répondants** à la consultation électronique menées en phase 1, d'avril à juillet 2022.

→ **Plus de 300 personnes consultées** en phase 2, de septembre à novembre 2022, sur la définition des objectifs et chantiers.

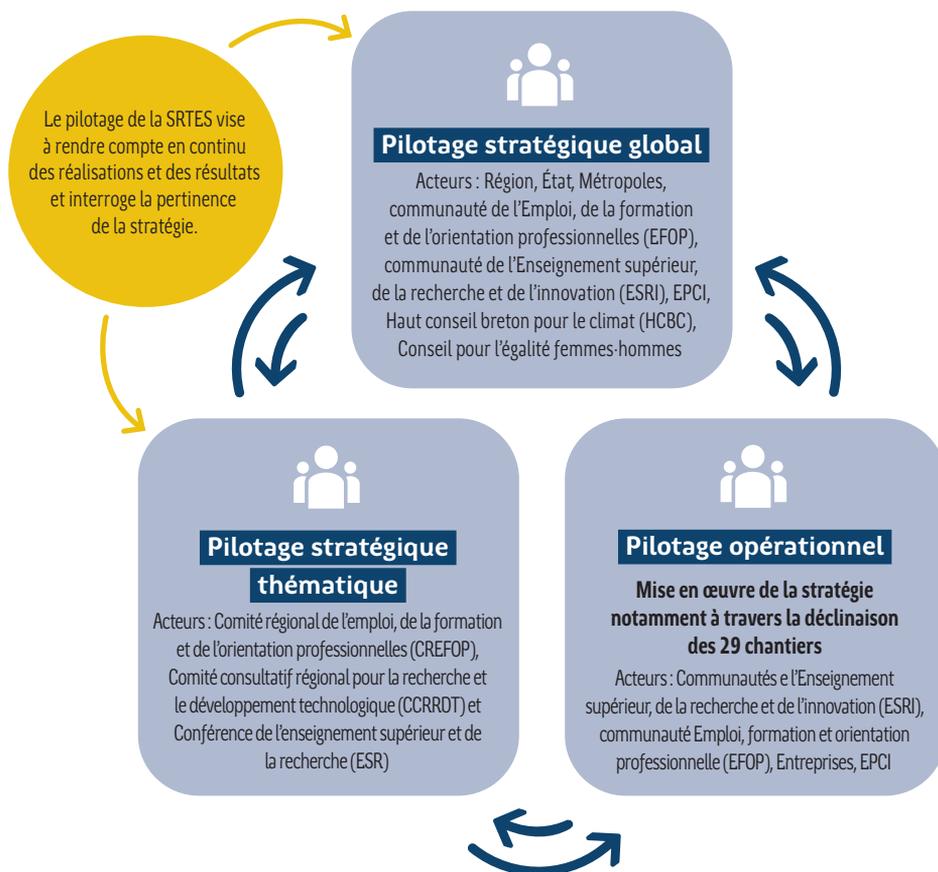
Pilotage et suivi

Le défi de la SRTES, réunissant plusieurs champs d'action, vise à renouveler les approches et à travailler ensemble de manière transversale. Elle permet ainsi un double décloisonnement entre les différentes communautés d'acteurs et les échelles territoriales.

Un pilotage stratégique au plan régional

La mobilisation des instances de concertation et de l'ensemble des acteurs bretons s'accomplit désormais dans la gouvernance de la SRTES. C'est elle qui précise comment et avec qui le schéma global est décliné, mis en œuvre, suivi et évalué. Le pilotage repose sur une

responsabilité centrale de la Région Bretagne qui assure la mobilisation, l'information et la co-construction. On propose ici un modèle allant du plus stratégique au plus opérationnel, avec trois niveaux. À chaque niveau s'entrecroisent les dimensions filières et territoires.



Axe transversal 1

Conforter la dimension maritime de la Bretagne

Axe transversal 2

Conforter l'équilibre et l'ancrage territorial des activités

Axes transversal 3

Renforcer le rayonnement de la Bretagne et renforcer son attractivité

Orientation 1

Accélérer les transitions
climatique et écologique
de l'économie
et de la société bretonne

Déclinaison des

En matière de formation et d'orientation professionnelle

8 CHANTIERS

- **Chantier 1** : Anticiper les métiers de demain en confortant l'analyse prospective emploi – compétences
- **Chantier 2** : Permettre à chacun-e d'être acteur.trice de son avenir professionnel
- **Chantier 3** : Faire de la carte des formations professionnelles un outil dynamique d'accompagnement des parcours et des transitions
- **Chantier 4** : Développer et sécuriser les parcours d'insertion par l'alternance
- **Chantier 5** : Favoriser la persévérance en formation initiale et sécuriser les parcours tout au long de la vie
- **Chantier 6** : Accompagner les publics éloignés vers la qualification et l'emploi
- **Chantier 7** : Mettre les enjeux de transition écologique au cœur de l'orientation et de la formation
- **Chantier 8** : Faire de l'entreprise un acteur clé dans l'orientation, la formation et les parcours professionnels

En matière de dévelo

14 CHA

- **Chantier 1** : Anticiper les impacts de la transition éco
- **Chantier 2** : Accélérer les mutations de l'économie e
d'entreprises
- **Chantier 3** : Conforter le rôle social de l'entreprise
- **Chantier 4** : Ancrer la dynamique de la S3 bretonne
transversal des transitions
- **Chantier 5** : La feuille de route économie circulaire
- **Chantier 6** : Accélérer la numérisation de l'économie
la cybersécurité
- **Chantier 7** : Mieux répondre au défi du recrutement
- **Chantier 8** : Accompagnement des mutations de l'in
- **Chantier 9** : Mettre en œuvre une politique d'ancrag
économiques et industrielles
- **Chantier 10** : Accompagner la transition des exploita
- **Chantier 11** : Renforcer le rayonnement et conforte
- **Chantier 12** : Réviser la stratégie bretonne d'interna
- **Chantier 13** : Renforcer le partenariat Région/EPCI
- **Chantier 14** : Concilier développement économique

Transitions économique et sociale

Orientation 2

Conforter la base productive bretonne, alimentaire et industrielle, dans une perspective de souveraineté

Orientation 3

Conforter la cohésion et l'inclusion sociale comme facteur de performance économique et d'épanouissement individuel

3 orientations

Développement économique

7 CHANTIERS

logique de l'économie bretonne
appui sur les réseaux d'accompagnement et
comme outil de priorisation et renforcer son axe
et de la société bretonne en priorisant le défi de
dans les entreprises et les territoires
industrie
territorial et de relocalisation d'activités
ations agricoles
r une attractivité maîtrisée de la Bretagne
tionalisation économique
et ZAN

En matière d'enseignement supérieur et recherche

7 CHANTIERS

- **Chantier 1** : Approfondir l'axe transversal de la S3, sur les enjeux des transitions et des souverainetés
- **Chantier 2** : Amplifier l'attractivité et l'accueil de chercheur·se·s de haut niveau, sur les priorités régionales
- **Chantier 3** : Consolider la diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle sur les territoires
- **Chantier 4** : Renforcer le dialogue sciences-société pour faire de la Bretagne une terre de connaissances
- **Chantier 5** : Favoriser l'engagement des étudiants sur des dimensions sociale et environnementale
- **Chantier 6** : Lutter contre les déterminismes sociaux et territoriaux dans l'accès à l'enseignement supérieur
- **Chantier 7** : Consolider la carte des formations supérieures

3 ORIENTATIONS DÉPLOYÉES



Transitions, souveraineté et cohésion sociale : ces 3 priorités se conjuguent à 3 dominantes fortes de la Bretagne : la maritimité, l'équilibre et l'ancrage territorial, et le rayonnement de la région. Ainsi, les chantiers à mener se révèlent sur les terrains de la formation et de l'orientation professionnelles, du développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche.

Accélérer et réussir les transitions climatique et écologique de l'économie et de la société bretonne

Face aux défis climatiques, énergétiques, durables, les objectifs à relever sont décisifs : amplifier la sensibilisation de la société et des acteurs économiques ; intensifier la transition vers une économie moins consommatrice de ressources et moins productrice de carbone ; intégrer l'engagement écologique comme une marque distinctive de l'économie bretonne.

Afin d'y parvenir, la SRTES structure toute une dynamique de transition écologique de l'économie bretonne. Raisonnée et reposant sur des outils existants, des dispositifs, des acteurs vertueux et les entreprises bretonnes, la marche à suivre doit permettre à la Bretagne de favoriser les réussites, les installations, les nouveaux modèles de développement... Tout en participant au rayonnement de son image.

Conforter la base productive bretonne, alimentaire et industrielle, dans une perspective de souveraineté

La finalité est ambitieuse : une économie bretonne plus compétitive pour être plus sociale et écologique. Pour y parvenir, la SRTES pointe plusieurs objectifs à différentes échelles à concrétiser. En effet, en valorisant la culture industrielle bretonne auprès des jeunes générations et en les orientant vers les métiers de la production qui recrutent, les filières alimentaire, numérique, maritime, énergétique, de santé, et de défense pourraient mieux se structurer et révéler, nationalement , à l'échelle européenne et internationalement, leurs potentiels.

Conforter la cohésion et l'inclusion sociales comme facteurs de performance économique et d'épanouissement individuel

Une économie plus sociale pour être plus compétitive... Pour concrétiser cette ambition, la SRTES retient plusieurs objectifs à destination, notamment, des jeunes et des étudiants. D'abord, la réduction des déterminismes sociaux et territoriaux, notamment en renforçant les actions d'orientation et d'information sur les métiers dans les territoires. Mais aussi en faisant des personnes les plus éloignées de l'emploi une priorité de l'action publique collective et en développant localement des parcours d'accompagnement au recrutement... La SRTES compte également s'appuyer sur les entreprises de l'économie sociale et solidaire pour développer, expérimenter et déployer les solutions de l'innovation sociale. Ou encore, permettre à l'appareil d'orientation et de formation aux carrières de santé et d'aide à la personne de mieux répondre au défi démographique.

3 AXES TRANSVERSAUX

POUR GUIDER LA STRATÉGIE



Conforter la dimension maritime de la Bretagne

Pour faire de la Bretagne une grande région maritime en Europe et dans le monde, la SRTES s'articule avec la stratégie régionale « mer et littoral ». Ainsi, le développement et les mutations écologiques des secteurs et filières maritimes pourront être accompagnés en lien avec les enjeux de souveraineté de la Bretagne. Autres objectifs : déployer les potentiels de recherche, enseignement, formation et innovation liés à la mer ou encore développer un projet régional portuaire et logistique au service du développement économique (développement du fret, des transports décarbonés, notamment véliques, etc.).

Conforter l'équilibre et l'ancrage territorial des activités économiques et sociales

Des territoires riches de potentiels où se développe une économie performante, écologique et inclusive... Pour faire de cette vision une réalité, la SRTES fixe plusieurs challenges : différencier et adapter les politiques de soutien au développement et aux compétences ; poursuivre l'expérimentation en faveur de la relocalisation d'activités plus robustes et plus écologiques ; déployer des expérimentations pour répondre aux enjeux de recrutement, d'habitat et de mobilités dans des territoires en forte tension ; initier une vision territoriale de l'appareil de formation ; développer la gestion prévisionnelle des emplois et compétences territoriales (GPECT) ; partager une stratégie du foncier économique à l'échelle de la Bretagne dans le cadre des objectifs du zéro artificialisation nette (ZAN).

Renforcer le rayonnement de la Bretagne et maîtriser son attractivité

Pour une incarnation vertueuse de la région, la SRTES propose de coordonner une stratégie régionale de rayonnement et d'image, de valorisation de la marque Bretagne et de son identité culturelle, en lien avec les territoires. Une ambition complétée par un plan ciblé de positionnement européen dans les domaines de la recherche, de l'enseignement supérieur et du savoir (S3 = Stratégie régionale de recherche et d'innovation) et une nouvelle stratégie internationale d'échanges, d'alliances, de partenariats industriels, de localisation des chaînes de valeur, de politiques d'achat et d'attractivité d'investissements étrangers.

3 FAMILLES DE CHANTIERS

À METTRE EN ROUTE



Formation et orientation professionnelle

8 CHANTIERS PRIORITAIRES

1

Anticiper les métiers de demain en confortant l'analyse prospective emploi – compétences

Ce chantier doit permettre d'initier une dynamique prospective partagée à l'échelon régional et de conduire une analyse spécifique des enjeux emploi-compétences induits par les activités productives et industrielles bretonnes.

Partenaires associés

Région, État (DREETS dont SESE, autorités académiques), partenaires sociaux, branches professionnelles, représentants professionnels, observatoires de branches, OPCO, chambres consulaires, Pôle emploi, GREF Bretagne, INSEE, BDI/BCI/Bretagne compétitivité, Banque de France, ADEME, Batylab.

2

Permettre à chacun-e d'être acteur-trice de son avenir professionnel

Ce chantier doit permettre de développer une offre de service public globale d'aide à l'orientation, définie au niveau régional et déclinée finement au niveau territorial.

Partenaires associés

Région, État (autorités académiques, DREETS), partenaires sociaux, réseau IDÉO, branches professionnelles, acteurs consulaires et leurs points orientation apprentissage, Campus des métiers et des qualifications / campus de proximité, enseignement supérieur, établissements scolaires, entreprises, EPCI, OPCO, représentants des parents d'élèves, acteur du Conseil pour l'égalité F/H.

3

Faire de la carte des formations professionnelles un outil dynamique d'accompagnement des parcours et des transitions

En déclinaison du document d'orientation des formations, ce chantier doit permettre d'adapter structurellement la carte des formations professionnelles initiales scolaires, conforter l'articulation entre voie professionnelle et voie technologique et favoriser une vision globale de l'offre de formation supérieure.

Partenaires associés

Région – État (Rectorat, DRAAF, DIRM-NAMO), partenaires sociaux, lycées/universités/écoles supérieures, acteurs économiques / branches professionnelles.

4

Développer et sécuriser les parcours d'insertion par l'alternance

Ce chantier doit permettre la mise en œuvre de plusieurs dispositifs et directions : création d'un observatoire de l'alternance, déploiement d'une approche globale de la formation, renforcement du partenariat école-entreprise, sécurisation des parcours des apprenants, développement du tutorat en entreprise...

Partenaires associés

État (DREETS, Rectorat pour la communication et les passerelles avec les collèges et lycées), Région (lien au Service public régional de l'orientation - réseau IDÉO), partenaires sociaux, acteurs consulaires, le GREF Bretagne sur l'observatoire de l'apprentissage et de l'alternance, l'AGEFIPH pour les aides financières à l'accueil d'un jeune reconnu travailleur handicapé, les clubs RH et les branches professionnelles.

5

Favoriser la persévérance en formation initiale et sécuriser les parcours tout au long de la vie

Ce double chantier vise à favoriser les possibilités de parcours en confortant l'articulation entre enseignement secondaire et enseignement supérieur, puis permettre à chacun d'évoluer dans sa vie professionnelle.

Partenaires associés

Région, État (DREETS et autorités académiques), partenaires sociaux, plateformes de suivi et d'appui aux décrocheurs, Mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS), Mission d'insertion des jeunes de l'enseignement catholique (MIJEC), GREF Bretagne, organismes de formation, structures d'accompagnement des publics/opérateurs du CEP (Pôle emploi, Missions locales, Cap emploi, points accueil emploi, etc.), entreprises, Conseil de l'égalité F/H.

6

Accompagner les publics éloignés vers la qualification et l'emploi

Ce chantier doit proposer des parcours d'accès à l'emploi aux personnes en difficulté d'insertion tout en soutenant les entreprises.

Partenaires associés

Région, État, partenaires sociaux, Départements, organismes de formation, structures de l'insertion, structures d'accompagnement des publics, OPCO, acteur du Conseil de l'égalité F/H.

7

Mettre les enjeux de transition écologique au cœur de l'orientation et de la formation

Ce chantier doit valoriser les transitions comme éléments d'attractivité des métiers et des formations, tout en adaptant l'offre de formation professionnelle (initiale et continue) auprès des établissements d'enseignement et les organismes de formation.

Partenaires associés

Région, État, partenaires sociaux, branches professionnelles, OPCO, établissements d'enseignement, organismes de formation, Campus des métiers et des qualifications et campus de proximité.

8

Faire de l'entreprise un acteur clé dans l'orientation, la formation et les parcours professionnels

Ce chantier doit agir à deux niveaux. D'une part, favoriser et promouvoir l'engagement des entreprises en matière d'orientation, de formation et d'emploi. D'autre part, accompagner les entreprises, notamment les plus petites, à structurer leur fonction « Ressources Humaines » et à faire évoluer leurs pratiques.

Partenaires associés

Région, État, partenaires sociaux.

Développement économique

14 CHANTIERS PRIORITAIRES

1

Anticiper les impacts de la transition écologique de l'économie bretonne

Ce chantier doit permettre à la Bretagne d'avoir une meilleure connaissance des perspectives ouvertes par les transitions, les enjeux de la décarbonation de son économie et la raréfaction des ressources (eau en particulier). Ainsi, pourront être organisés au mieux les accompagnements nécessaires.

Partenaires associés

État, ADEME, réseau consulaire, opérateurs Bretagne compétitivité, observatoires sectoriels et de branches, agences d'urbanisme et de développement, BDI et la CRESS...

2

Accélérer les mutations de l'économie en appui sur les réseaux d'accompagnement et d'entreprises

L'objectif est de permettre une mobilisation collective et coordonnée de tous les réseaux quelles que soient leurs cibles (artisans/commerçants, industriels, entreprises innovantes, ESS, etc.) et quelle que soit leur nature (acteurs publics et notamment les développeurs du SPAE, écosystème de l'innovation, acteurs consulaires, associations d'entreprises etc.).

Partenaires associés

Région, intercommunalités, Réseau des acteurs des PCAET, agences de Développement régional et locales, réseaux consulaires, réseaux de l'innovation, têtes de réseaux d'entreprises et représentants de filières...

3

Conforter le rôle social de l'entreprise

Ce chantier doit permettre de développer et conforter l'engagement des entreprises dans la dimension sociale de la RSE mais aussi mobiliser l'ensemble des acteurs de l'accompagnement en lien avec les branches professionnelles et engager les entreprises dans la logique de la Breizh COP.

Partenaires associés

État, Région, Partenaires sociaux au premier chef, Réseaux consulaires et CRESS, Ensemble des outils actifs comme l'ARACT, Acteurs du Conseil pour l'égalité F/H.

4

Ancrer la dynamique de la S3 bretonne comme outil de priorisation et renforcer son axe transversal des transitions

Ce chantier doit confirmer et amplifier la dynamique de la S3 pour mettre en synergie les acteurs et mieux traiter les enjeux de la formation, de la recherche, d'innovation et de développement économique.

Partenaires associés

Acteurs de la S3, membres du CRRDT Bretagne, membres du Comité de Pilotage de la S3 (COPIL).

5

La feuille de route économie circulaire

Ce chantier doit permettre d'accélérer et de déployer plus largement les logiques d'économie circulaire, de low-tech et d'innovation frugale etc. comme leviers d'accompagnement de la transition environnementale et sociale de l'économie et de renfort des souverainetés.

Partenaires associés

État et agences (DREAL, Ademe, Bpifrance), acteurs consulaires (dispositif ACTIF), CRESS et acteurs de l'Économie sociale et solidaire, EPCI et collectivités territoriales, Réseaux et clubs d'entreprises, Réseaux d'innovation, technopoles et pôles de compétitivité, experts (centres techniques, universités, grandes écoles, pôles de compétence, Breizh Alec).

6

Accélérer la numérisation de l'économie et de la société bretonne en priorisant le défi de la cybersécurité

Ce chantier doit permettre de créer et animer un campus régional de la cyber afin de « Faire rayonner l'écosystème cyber breton comme une référence en Europe pour développer de la valeur dans un monde numérique plus sûr ».

Partenaires associés

État, Région, territoires, PEC (Pôle d'Excellence Cyber), acteurs de la recherche et de l'innovation, entreprises de la filière...

7

Mieux répondre au défi du recrutement dans les entreprises et les territoires

Ce chantier doit permettre d'engager avec les intercommunalités des travaux d'expérimentation opérationnelle pour inventer des réponses aux enjeux du recrutement.

Partenaires associés

Région, État, EPCI, acteurs consulaires, partenaires sociaux, CRESS, réseaux et acteurs locaux intervenant sur les champs de l'insertion, de l'action sociale, du logement, des mobilités.

8

Accompagnement des mutations de l'industrie

Ce chantier doit permettre à l'industrie de continuer à se développer en Bretagne, tout en intégrant des modèles de développement qui soient plus soutenables.

Partenaires associés

Représentants des entreprises industrielles Breizh Fab : branches professionnelles, acteurs industriels, consulaires, ABEA...

9

Mettre en œuvre une politique d'ancrage territorial et de relocalisation d'activités économiques et industrielles

Ce chantier doit permettre de sensibiliser les chefs d'entreprises aux enjeux de la relocalisation décarbonée, d'identifier des opportunités de relocalisation pour les entreprises, de développer une méthodologie de sélection d'activités à relocaliser et d'expérimentation avec un échantillon d'entreprises volontaires...

Partenaires associés

Région, MEDEF, CCIR, Produit en Bretagne, BCI, BDI, Banque des Territoires, CNA, CCE, ABEA, UIMM...

10

Accompagner la transition des exploitations agricoles

Ce chantier doit permettre aux exploitations agricoles, soutenues par la Région et la programmation FEADER, d'adopter des contrats et des systèmes résilients.

Partenaires associés

Acteurs du FEADER, filières agricoles, organismes de conseil et acteurs économiques agricoles pour la partie contrat de projet.

11

Renforcer le rayonnement et conforter une attractivité maîtrisée de la Bretagne

Ce chantier et l'élaboration de sa stratégie doivent permettre à la Bretagne et ses acteurs de renforcer la fierté bretonne, de se positionner dans les réseaux nationaux, européens et internationaux mais aussi de mieux capter les financements et les projets.

Partenaires associés

Collectivités territoriales volontaires, acteurs économiques, académiques et culturels, réseaux d'ambassadeurs, Tourisme Bretagne, BDI, acteurs de la culture, membres du conseil culturel.

12

Réviser la stratégie bretonne d'internationalisation économique

Ce chantier doit permettre de partager des objectifs ciblés pour renforcer l'efficacité et l'efficience de l'action d'accompagnement des filières et d'entreprises prioritaires.

Partenaires associés

État, Collectivités territoriales volontaires, acteurs économiques et académiques, BCI.

13

Renforcer le partenariat Région/EPCI

Ce chantier doit permettre de poursuivre la dynamique engagée entre les collectivités sur le champ du développement économique et de formaliser une deuxième génération des conventions de partenariat.

Partenaires associés

EPCI, chambres consulaires, technopoles, Pôle ESS, acteurs de la création et du financement, réseau des développeurs économiques...

14

Concilier développement économique et ZAN

Ce chantier doit permettre de partager les besoins et les potentialités foncières des territoires mais aussi établir une vision stratégique du foncier économique, en lien avec la planification foncière territorialisée du SRADDET et des SCoT.

Partenaires associés

conférence des SCoT, réseau des intercommunalités, réseau des développeurs, acteurs consulaires, agences d'urbanisme, ordre des architectes, promoteurs, aménageurs...

Enseignement supérieur et recherche

7 CHANTIERS PRIORITAIRES

1

Approfondir l'axe transversal de la S3, sur les enjeux des transitions et des souverainetés

En lien avec le chantier dédié à la S3 du volet SRDEII, ce chantier doit permettre d'inscrire au cœur de la S3 les enjeux environnementaux, d'inclusion sociale et de souveraineté mais aussi de porter des projets.

Partenaires associés

Comité de pilotage S3 (COFIL), acteurs de la recherche et de l'innovation et du CRRDT.

2

Amplifier l'attractivité et l'accueil de chercheur·se·s de haut niveau, sur les priorités régionales

En lien avec le chantier rayonnement et attractivité du volet entreprises et filières, ce chantier doit permettre d'accueillir, au sein des établissements bretons d'enseignement supérieur et de recherche, des chercheur·se·s à haut potentiel, pour renforcer les compétences sur les secteurs clés de l'ESRI en Bretagne.

Partenaires associés

Établissements d'enseignement supérieur et de recherche, Plateforme de Projets Européens 2PE-Bretagne, Centres de Mobilité Internationale.

3

Consolider la diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle sur les territoires

Ce chantier doit permettre d'amplifier le développement d'actions de CSTI en direction des publics sur tous les territoires et de cibler les publics les plus éloignés de l'accès à la science.

Partenaires associés

Pôle Bretagne Culture Scientifique, centres de culture scientifique, technique et industrielle, établissements d'enseignement supérieur et de recherche, Rectorat (DAAC et DRARI), Conseil de l'égalité F/H.

4

Renforcer le dialogue sciences-société pour faire de la Bretagne une terre de connaissances

Ce chantier doit notamment permettre d'encourager la mobilisation et l'appropriation de la démarche et des connaissances scientifiques par le plus grand nombre (individus, collectifs, acteurs institutionnels, associations).

Partenaires associés

Établissements d'enseignement supérieur et de Recherche, Maison des Sciences de l'Homme en Bretagne, Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire, Mouvement Associatif de Bretagne, Haut Conseil Breton pour le Climat.

5

Favoriser l'engagement des étudiants sur des dimensions sociale et environnementale

Ce chantier doit permettre aux étudiants de s'engager sur des projets à dimension sociale (incluant le développement culturel) et/ou environnementale, à destination de leurs pairs et en cohérence avec leur établissement.

Partenaires associés

CROUS, Rectorat, membre du chantier « engagement des jeunes » du plan de mobilisation pour les jeunes, CRAJEP et organisations de jeunesse, organisations et associations étudiantes, établissements d'enseignement supérieur, Pépite Bretagne.

6

Lutter contre les déterminismes sociaux et territoriaux dans l'accès à l'enseignement supérieur

En lien avec les chantiers du volet EFOP traitant de l'orientation et des parcours, ce chantier doit faciliter l'accès à l'enseignement supérieur pour les publics éloignés d'une offre de formation, que ce soit par un éloignement géographique ou social ou par des inégalités de genre.

Partenaires associés

Rectorat, établissements d'enseignement supérieur, collectivités, acteurs information jeunesse, associations (Femmes et sciences, Elles bougent, etc.), acteurs du Conseil pour l'égalité F/H. Membres des chantiers « Égalité Femmes- Hommes » et « accès aux droits dans les QPV et en milieu rural » du plan breton de mobilisation pour les jeunes.

7

Consolider la carte des formations supérieures

En lien avec le chantier de lutte contre les déterminismes sociaux et territoriaux, dans l'enseignement supérieur, ce chantier doit permettre, en particulier, d'élaborer, au travers de la carte des formations supérieures en Bretagne, une vision consolidée et coordonnée de l'offre de formation de l'enseignement supérieur.

Partenaires associés

Rectorat, établissements d'Enseignement supérieur

Contact

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
SERVICE INNOVATION ET STRATÉGIES ÉCONOMIQUES

Courriel : innovation@bretagne.bzh

Téléphone : 02 99 27 15 82

Sintezenn

Muioc'h a implijoù, nebeutoc'h a garbon

Strategiezh treuzkemm ekonomikel
ha sokia ar Rannvro evit

2023-2027

Rapiettée

Pus fôt d'empllais, ben meins de qèrbone

Estratejie rejionale des pâssaijes economiqe
e socia

2023-2027



RÉGION BRETAGNE
RANNVRO BREIZH
REJION BERTÈGN

283 avenue du Général Patton – CS 21101 – 35 711 Rennes cedex 7
Tél. : 02 99 27 10 10 | twitter.com/regionbretagne | facebook.com/regionbretagne.bzh | region.bretagne
www.bretagne.bzh